

■ Le contrat d'assurance vie « Financement durable »

Ou comment créer un cadre pour l'investissement de long terme
en faveur de la transition sociétale, énergétique et écologique
mobilisant l'épargne assurance vie des ménages, et
stimulant la concurrence et la créativité entre les acteurs,
à coût nul pour les finances publiques



Contact : michel.lepetit@global-warning.fr

Objectifs

- Mobiliser l'épargne des ménages par le financement à long terme de la transition sociétale, énergétique et écologique, priorité de la politique nationale, pour faire face à l'urgence climatique planétaire
- Stimuler l'innovation de « produits et services » en assurance vie par la mobilisation de l'industrie financière française
- Utiliser la fiscalité favorable de l'assurance vie et s'inscrire dans le cadre réglementaire « Solvabilité II » par la création d'un produit simple et populaire contribuant réellement à cette priorité politique ambitieuse, sans grever les finances publiques

63% des épargnants français accordent une place importante ou très importante aux impacts environnementaux et sociaux de leurs placements^[1]

« Le succès de la transition dépendra également de notre capacité à élargir les sources de financement. »

François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France, Climate Finance Day 2018, Paris, discours de clôture, 28 novembre 2018

« Le troisième engagement, c'est celui qui doit permettre d'associer les Français avec leur épargne dans la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de notre planète. »

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, Climate Finance Day 2018, Paris, discours, 26 novembre 2018

« Favoriser les investissements dans des projets favorables à la transition bas-carbone, en développant les outils financiers permettant de limiter la prise de risque des investisseurs et en définissant des critères robustes pour déterminer quels sont les projets favorables à la transition bas-carbone. »

Projet de Stratégie Nationale Bas-Carbone, Orientation ECO 3, décembre 201

« Conforter l'assurance-vie et réaménager, sans la bouleverser, sa fiscalité spécifique pour renforcer la nature de long terme de ce support d'épargne, redonner aux assureurs des marges de manœuvre dans l'allocation d'actifs en faveur de l'économie productive et inciter les épargnants les plus à même de le faire vers le financement des entreprises. »

Rapport Berger-Lefebvre sur l'épargne financière, 8^e recommandation, avril 2013



Solution

- Rendre possible le transfert entre assureurs des contrats d'assurance vie individuelle
 - Sans remettre en cause la maîtrise des risques systémiques^[2]
- Sous conditions :
 - Investir significativement sur des unités de compte intégrant des critères extra-financiers **ESG*- Climat**^[3] en adéquation avec les exigences du décret de l'article 173 de la loi de Transition Energétique^[4]
 - S'engager à long terme sur ces unités de compte ESG-Climat
- Avec le soutien de l'Etat garant de sa stratégie bas carbone et de sa stratégie de développement durable à long terme

Objectif d'encours transféré : 18 Md€ en 3 ans

Collecte en assurance vie en France^[5]

123 Md€ en 2017

Encours en assurance vie en France^[5]

1.700 Md€ en 2017

Transférabilité des contrats d'assurance vie individuelle

Stratégie nationale bas carbone : Surplus d'investissements nécessaires dans l'économie française par rapport à un scénario tendanciel sur dix ans ^[6]

25 à 40 Md€ par an^[7]

Montant actuel de l'investissement en faveur du climat en France^[8]

32 Md€ par an

* Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG)

Conditions d'éligibilité d'une unité de compte (UC)

Seuls 5% de l'encours en UC sont gérés selon des critères en ISR, et 1,9% disposent d'un label reconnu (ISR, TEEC, Finansol, ...)^[9]

- Utilisation des labels français soutenus par les pouvoirs publics, pouvant constituer des premiers standards garantissant à l'assuré la mise en œuvre d'une stratégie de gestion responsable^{[10][11][12]} :

- Label **ISR** (Investissement Socialement Responsable), créé début 2016, en représentation des critères ESG
- Label **TEEC** (Transition Énergétique et Écologique pour le Climat), créé fin 2015, en représentation des critères Climat



45 Md€ sous gestion pour 166 fonds labellisés ISR^[13]



4,3 Md€ sous gestion pour 22 fonds labellisés TEEC^[14]

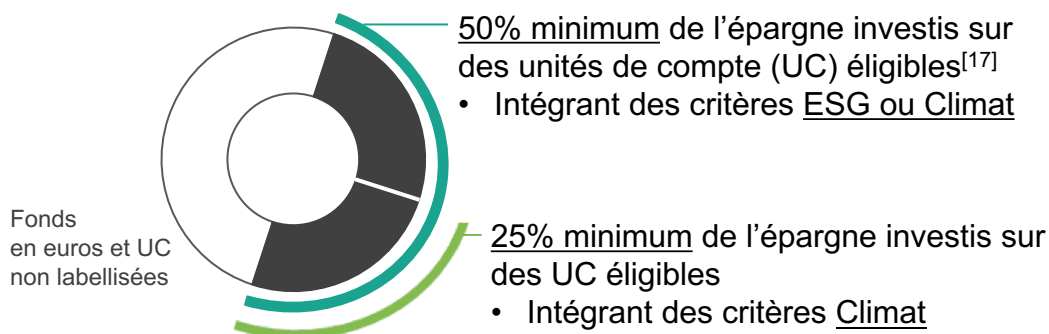
- Dès que possible :
 - Recours aux labels européens uniformisés et reconnus par la Commission européenne^{[15][16]}
 - Evolution des cadres méthodologiques de labellisation
 - Promotion des Fonds Européens d'Investissement à Long Terme (FEILT) labellisés

Modalités de mise en œuvre et de transférabilité

Coût budgétaire
du dispositif
proposé :
nul

Allocation cible

- Poids de l'investissement significatif en faveur de la transition sociétale, énergétique et écologique :



Processus de transfert

- Encadrement des modalités de transfert (frais, délais, ...)^[18]
- Obligation de l'assureur^[19] d'accepter le transfert sortant
- Conservation de l'antériorité fiscale (sans modification de la fiscalité en cas de vie et en cas de décès)

Stock de contrats éligibles

- Tous les contrats « mono-support » et « multi-supports » (vie et capitalisation)^[20]

Engagements des parties

- Assureur^[19] : contrôle du respect de l'allocation cible^[21] lors du transfert entrant, d'un versement initial^[22], d'un arbitrage
- Assuré : maintien de l'allocation cible pendant au moins 10 ans^[17] dans la limite dérogeable de ses 75 ans^[23]
- Etat : garantie (partielle ou totale) en capital au terme de l'engagement (hors bilan)^[24]

Avantages pour l'assuré

- Conservation de l'antériorité fiscale du contrat transféré
- Pour la totalité du transfert, ou du versement initial : garantie (partielle ou totale) en capital au terme de l'engagement^[24]
- Plafonnement des frais de gestion sur UC labellisées à 0,50%
- Conditions minimales d'avance sur contrat (montant, durée et frais)
- Information détaillée annuelle (article 173^[4] et label) sur l'actif général de l'assureur et sur les UC

Faits marquants

Historique de la transférabilité et de la mobilisation de l'assurance vie pour la transition énergétique et écologique

2018	<p>5 amendements ont été présentés, en septembre 2018, dans le cadre de l'examen de la loi PACTE, pour permettre la transférabilité des contrats d'assurance vie individuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> Exemple d'amendement : http://www.assemblee-nationale.fr/15/amendements/1088/CSPACTE/1721.asp
2015	<p>L'article 173 de la loi de Transition Energétique oblige notamment les assureurs vie d'informer sur leurs stratégies et engagements en matière d'ESG et de climat^[4]</p> <ul style="list-style-type: none"> https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?idArticle=JORFARTI000031045547&cidTexte=LEGITEXT000031047847&categorieLien=id
2013	<p>La proposition 17 du rapport Brovelli, Drago, Molinié porte sur l'orientation d'une part croissante de l'assurance vie, placement de long terme, vers les produits d'investissement responsable^[25]</p> <ul style="list-style-type: none"> https://www.economie.gouv.fr/files/rapport-brovelli-drage.pdf
2013	<p>3 Députés trans-partis ont demandé, en mai 2013, au Ministre de l'Economie et des Finances, la possibilité de rendre transférable entre assureurs les contrats d'assurance vie individuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-25948QE.htm
2010	<p>1 Sénateur centriste a adressé, en octobre 2010, une question en faveur de la transférabilité des contrats d'assurance vie individuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> http://www.senat.fr/questions/base/2010/qSEQ10111096S.html

Panorama des contrats transférables entre établissements avec conservation de l'antériorité fiscale

Plan Epargne Logement (PEL)	OUI ✓
Plan d'Epargne Entreprise (PEE)	OUI ✓
Plan d'Epargne pour la Retraite Collectif (PERCo)	OUI ✓
Compte titres	OUI ✓
Plan d'Epargne en Actions (PEA bancaire, PEA PME, PEA assurance)	OUI ✓
Assurance vie - Epargne retraite collective (fonds garantis en euros et unités de compte)	OUI ✓
<ul style="list-style-type: none"> Article 83 et Plan d'Epargne Retraite Entreprise (PERE) 	
Assurance vie - Epargne retraite individuelle (fonds garantis en euros et unités de compte)	OUI ✓
<ul style="list-style-type: none"> Madelin Plan d'Epargne Retraite Populaire (PERP) Plan d'Epargne Populaire (PEP, <i>fermé à la vente</i>) 	
Assurance vie individuelle (fonds garantis en euros et unités de compte) ^[26]	NON ✗

Produits bancaires

Produits d'assurance vie



Notes et sources (1/2)

[1] 9^{ème} sondage sur les Français et la finance responsable rendu public lors du lancement de la Semaine de la Finance Responsable en septembre 2018 (sondage Ifop pour Vigeo Eiris et le FIR - Forum pour l'Investissement Responsable).

[2] Il est proposé de mettre en œuvre un suivi périodique du développement du produit « Financement durable » impliquant le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF), le Haut Conseil pour l'action climatique (HCAC) et des experts.

[3] La loi PACTE introduit l'obligation de proposer dans les produits d'assurance vie multi-supports au moins une unité de compte relevant de l'investissement socialement responsable et une autre de la finance verte ou solidaire à partir de 2022 (suite à adoption en première lecture du projet de loi, le 9 octobre 2018).

[4] Les organismes d'assurances vie françaises sont soumis à l'article 173 de la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (août 2015) qui leur impose de produire annuellement un rapport sur leurs stratégies et engagements en matière d'ESG et de climat. A la suite des rapports de l'Observatoire 173 Climat - Assurance vie de The Shift Project (<https://theshiftproject.org/article/charbon-assurance-vie-observatoire-173/>), ceux de Novethic (<https://www.novethic.fr/actualite/finance-durable/isr-rse/173-nuances-de-reporting-l-article-173-bientot-en-version-europeenne-146489.html>), de l'I4CE (Institute for Climate Economics) (<https://www.i4ce.org/download/article-173-vi-bilan-du-reporting-climat-apres-deux-ans-dapplication/>) et du WWF (<https://www.wwf.fr/vous-informer/actualites/reporting-climatique-des-assureurs-les-francais-ne-savent-toujours-pas-quel-monde-leur-epargne>) pointent les insuffisances globales et la faiblesse de ces rapports. L'Observatoire 173 Climat - Assurance vie décrit en outre l'évolution du cadre réglementaire en France et en Europe (https://theshiftproject.org/wp-content/uploads/2018/10/2018-10-29_Mutation-de-la-regulation-financiere-de-lassurance-vie_OBS173_The-Shift-Project.pdf).

[5] FFA (Fédération Française de l'Assurance).

[6] Stratégie française pour l'énergie et le climat, novembre 2018 (<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/presentation-strategie-francaise-lenergie-et-climat>).

[7] Projet de Stratégie Nationale Bas-Carbone - La transition écologique et solidaire vers la neutralité carbone, décembre 2018 (<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Projet%20strategie%20nationale%20bas%20carbone.pdf>).

[8] I4CE (Institute for Climate Economics) : https://www.i4ce.org/go_project/panorama-financements-climat-domestiques/panorama-financements-climat-france/

[9] Novethic à fin 2017 : <https://www.novethic.fr/actualite/finance-durable/isr-rse/173-nuances-de-reporting-l-article-173-bientot-en-version-europeenne-146489.html>.

[10] La diffusion d'unités de compte répondant aux critères ESG-Climat reste modeste : dans le cadre de son analyse 2018 des rapports « climat » de 17 assureurs (article 173), I4CE mentionne que 30 % des assureurs du panel choisi indiquent proposer des offres d'assurances vie avec une thématique « climat », 5 autres assureurs s'engagent à développer des supports dédiés au climat au cours de l'année 2018 et le dernier tiers des assureurs n'indique pas (encore) proposer de supports dédiés au climat (<https://www.i4ce.org/wp-core/wp-content/uploads/2018/11/Rapport-Article173-nov18.pdf>).

[11] Dans son dernier rapport sur l'investissement responsable dans la gestion collective (décembre 2017), l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) réitère la recommandation n°4 de son premier rapport sur l'ISR en invitant tout fonds commercialisé en France souhaitant mettre en avant un caractère ISR à publier un document explicitant sa démarche sur le modèle du Code de Transparence européen ou à adhérer à une charte, un code ou un label sur la prise en compte de critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance. De surcroît, l'AMF recommande que les fonds commercialisés auprès d'investisseurs non professionnels en mettant en avant un caractère ISR obtiennent le label ISR. En effet, dès lors qu'un label public ISR a été mis en place, l'utilisation de la même terminologie à des fins commerciales sans avoir obtenu le label peut induire l'investisseur en erreur.

[12] Une variante consisterait à ne retenir que les unités de compte ESG-Climat contenant uniquement des valeurs européennes (titres et/ou actions).

[13] Label ISR (<https://www.lelabelisr.fr/fonds-isr/>).

Notes et sources (2/2)

[14] Projet de Stratégie Nationale Bas-Carbone - La transition écologique et solidaire vers la neutralité carbone, décembre 2018 (<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Projet%20strategie%20nationale%20bas%20carbone.pdf>) et Ministère de la Transition écologique et solidaire (<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/label-transition-energetique-et-ecologique-climat>).

[15] A l'occasion des recommandations publiées en 2018 dans un rapport par le groupe d'experts à haut niveau sur la finance durable créé par la Commission européenne fin 2016, Eurosif a souligné la nécessité de trouver un moyen de garantir la qualité des produits d'investissement avec des dénominations standardisées.

[16] Dans le cadre de son plan d'action « financer la croissance durable », la Commission européenne a souligné que pour réorienter les flux de capitaux vers des activités économiques plus durables, il est nécessaire de se fonder sur une compréhension commune de la notion de « durable ». A cet effet, la Commission européenne confirme travailler en priorité sur un système européen de classification unifié - ou taxonomie - qui permettra de déterminer clairement quelles sont les activités pouvant être considérées comme « durables » (action 1). En outre, la Commission européenne confirme également vouloir créer des normes et des labels pour les produits financiers verts, en s'appuyant sur la future taxonomie européenne de la durabilité (action 2). Communication de la Commission du 8 mars 2018 : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52018DC0097&from=EN>.

[17] Ces modalités peuvent en partie induire un enjeu de risque financier pour l'assuré compte tenu qu'elles supposent une prise de risque pendant une durée minimum et que l'offre d'unités de compte ESG-Climat européennes labellisée reste encore actuellement limitée. Néanmoins, la capacité d'innovation des acteurs du secteur en matière de produits et de services, stimulée par la transférabilité des contrats d'assurance vie rendue possible, devrait pallier cette faiblesse temporaire de l'offre.

[18] Retour d'expérience du Médiateur de l'AMF sur le transfert d'un Plan d'Epargne en Actions dans une autre banque : <https://www.amf-france.org/blogs/blog-mediateur/Le-transfert-d-un-Plan-d-Epargne-en-Actions-dans-une-autre-banque---encore-souvent-une-course-d-obstacles>.

[19] Il y aura lieu de veiller à ce que les assureurs soient en mesure de produire les compteurs fiscaux et sociaux lors du transfert sortant, intégrer ces compteurs dans les systèmes de gestion lors du transfert entrant (impact IFU) et contrôler le respect dans le temps de la condition d'investissement en faveur de la transition sociétale, énergétique et écologique.

[20] Quelle que soit la date d'ouverture. A l'exception des contrats pour lesquels le taux d'intérêts technique est contractuellement non nul (le taux technique étant régi par l'article A.132-1 du Code des assurances).

[21] A l'instar des contrôles déjà opérés sur les contrats ayant fait l'objet d'un transfert « Fourgous ».

[22] Le produit d'assurance vie « Financement durable » est accessible soit par transfert entrant avec maintien de l'antériorité fiscale du contrat transféré en totalité, soit par versement initial lors de l'ouverture d'un nouveau contrat (sans antériorité fiscale).

[23] Afin de permettre une désensibilisation en fonction de l'horizon de projet de l'assuré.

[24] Dispositif apparenté aux mécanismes mis en œuvre pour les livrets d'épargne réglementée, pour laquelle la garantie de l'Etat est une condition *sine qua non* de son bon fonctionnement. L'Etat protège l'épargnant (au hauteur de 420 Md€ en 2017), en contrepartie du bénéfice socioéconomique attendu de l'emploi de cette épargne. Voir le rapport de la Cour des Comptes : https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/EzPublish/rapport_recensement_engagements_hors_bilan_Etat.pdf. Voir également le rapport Canfin Zaouati (MEF/MTES - décembre 2018) sur les mécanismes de partage de risques public/privé pour la transition écologique : <https://financefortomorrow.com/2018/12/18/rapport-canfin-zaouati/>

[25] Le rapport Brovelli, Drago, Molinié, remis en juin 2013 et intitulé « Responsabilité et Performance des Organisations », présente 20 propositions pour renforcer la démarche de responsabilité sociale des entreprises (RSE).

[26] Cas des contrats d'assurance vie individuelle « Euro-croissance » : depuis le 15 juillet 2016, les assureurs peuvent temporairement transférer une partie des plus-values latentes des fonds garantis en euros vers les cantons « Euro-croissance », dans les limites fixées par le décret n°2016-959 du 13 juillet 2016.